



BURKINA FASO



Réunion de coordination de la phase pilote de mise en œuvre du manuel sur la prise en charge des victimes de VBG

Du 12 au 14 septembre, DCAF a tenu une réunion de coordination avec les responsables des écoles et centres de formation des forces de défense et de sécurité (FDS) qui s'inscrivent dans la perspective de la dissémination du manuel de prise en charge des victimes/survivant.e.s de violences basées sur le genre (VBG). Cinq institutions de formation, l'Ecole Nationale de Police, le Centre National de Qualification des Sous-Officiers de Gendarmerie, l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire, l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts et l'Ecole Nationale des Sous-Officiers D'active étaient représentées par leur responsable respectif. La réunion a permis de présenter le processus de dissémination des techniques pédagogiques et des exercices de prise en charge des victimes de VBG ainsi que de recueillir les observations et commentaires des participants sur le manuel. Cette réunion qui a bénéficié de la participation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), partenaire du projet, et des ministres en charge du Genre et de la Sécurité, a permis d'impliquer les principaux responsables des écoles et centres et de s'accorder sur le déroulement de la phase pilote. Une réunion similaire sera organisée avec les institutions de formation des FDS restantes ce qui permettra de prendre en compte l'ensemble des amendements des différentes institutions. Ensuite, un atelier national de validation du manuel permettra de finaliser et adopter le document et enfin une campagne nationale de vulgarisation du manuel sera organisée afin de diffuser l'information sur l'ensemble du territoire.

MALI



Lancement des six Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) du district de

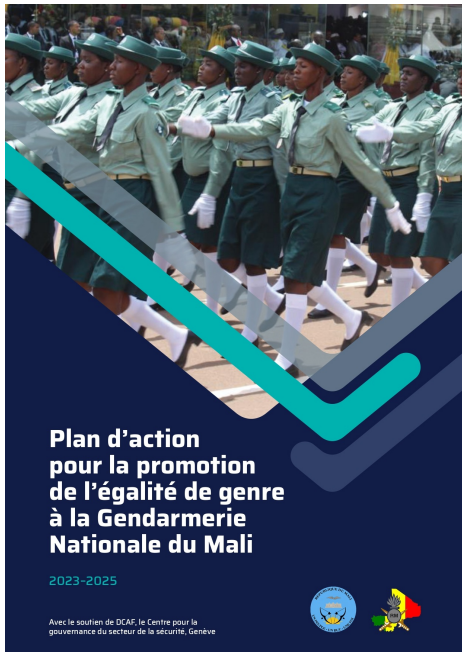
Bamako

Dans le cadre de la réorganisation des forces armées et de sécurité initialement prévue par l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, des Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) regroupant des représentants de l'Etat, des institutions de sécurité, des collectivités territoriales, des communautés locales et des chefs traditionnels, doivent être créés dans toutes les régions et communes du pays. Ces CCS sont chargés d'évaluer la situation sécuritaire, d'émettre des avis et des recommandations à l'exécutif local et aux acteurs de la sécurité, et de contribuer à l'information des populations quant aux mesures prises pour répondre aux besoins de sécurité. DCAF soutient l'organisation des CCS régionaux de Bamako et San. Néanmoins, il est rapidement devenu évident que l'absence de CCS communaux dans les régions où un CCS régional a été mis en place nuisait à l'efficacité de ce dernier. Sur la base de ce constat, le Gouverneur du District de Bamako a adressé une correspondance aux maires des six communes de Bamako pour leur demander de mettre en place des CCS communaux. Après plusieurs mois de travail avec les équipes communales ainsi que l'organisation de sessions de formation sur la gouvernance participative par DCAF, les six CCS communaux du district de Bamako ont été instaurés en août et septembre. Cette étape, cruciale pour l'opérationnalisation des CCS communaux, mais aussi plus largement pour la mise en œuvre de l'architecture complète des CCS, ouvre la voie à des actions d'identification et de soutien aux organisations de la société civile (avec un accent mis sur les OSC de femmes et de jeunes) afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle au sein des CCS.



Lancement du processus d'analyse des barrières au recrutement et à la promotion des femmes au sein de la police nationale

Le Mali a adopté de nombreuses politiques et plans stratégiques visant à favoriser l'égalité des genres, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme. Cependant, la participation des femmes dans le secteur de la sécurité au Mali reste encore faible. Le nombre de femmes dans la police, tous grades confondus, représente moins de 20% de l'effectif total et très peu d'entre elles occupent des postes à responsabilités. En partenariat avec DCAF, la police nationale a donc engagé un processus d'évaluation des barrières au recrutement et à la promotion des femmes au sein de l'institution. En septembre, DCAF et le groupe de travail de la police formé d'une vingtaine de membres dont quatre femmes et dirigé par la point focal genre de l'institution ont tenu des séances de travail pour rédiger et adapter les questionnaires permettant la collecte de données nécessaires à l'analyse. La collecte des données se poursuivra tout au long du mois d'octobre et une première version du rapport est attendue au cours du mois de novembre. Il devra servir de base à l'établissement d'un plan d'action genre pour la Police Nationale.



Présentation du plan d'action genre de la gendarmerie

DCAF a soutenu l'élaboration d'une auto-évaluation de l'égalité des genres au sein de la gendarmerie nationale afin d'évaluer la manière dont le genre était intégrée à la fois dans la gestion des ressources humaines et dans la prestation de services de l'institution. À la suite de cette auto-évaluation, la gendarmerie nationale, toujours avec le soutien de DCAF, a élaboré un plan d'action interne afin d'améliorer la façon dont le genre est intégré au sein de l'institution. Après plusieurs réunions de travail et itérations, une version finale du plan d'action a été adopté en juin 2022. Au cours du mois de septembre, la point focal genre de la gendarmerie et DCAF ont organisé plusieurs réunions de travail avec les partenaires internationaux engagés pour une réforme du secteur de la sécurité inclusive pour l'égalité des genres au Mali afin de leur présenter le plan d'action et explorer les opportunités de collaboration pour sa mise en œuvre. Le plan d'action offre un cadre général fixé par la gendarmerie et auquel les partenaires internationaux participent en fonction de leurs compétences et moyens. Cette approche permet une mise en œuvre coordonnée de la vision globale du renforcement de l'intégration du genre dans la gendarmerie.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à **{{contact.EMAIL}}**
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)